

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Administration pour la France:
LA REVOLUTION ESPAGNOLE
17, Rue Sambre-et-Meuse. Paris

C. C. Postaux : Paris 1360-10.
C. AUDRY, Lycée Jeanne d'Arc. Rouen

Edition française hebdomadaire
du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste
d'Espagne

Rédaction: LA REVOLUTION ESPAGNOLE (éd. fran.)
Baños Nuevos, 16. Barcelone, Espagne

Prix du numéro: France 0'50 fr.
Espagne 0'15 pt.
Abonnements: 12 numéros. 5'00 fr.

SOMMAIRE

Le nouveau Gouvernement de Madrid et la situation espagnole. — La question agraire en Catalogne. — Le rôle du Comité Central des Milices Antifascistes. — Les tribunaux populaires en Espagne. — Le pouvoir prolétarien à Valence. — Sur les fusillades de Moscou et les poursuites contre Trotsky. — La coopérative agricole de Raimat. — Un de nos camarades est tombé dans la lutte antifasciste

Le nouveau Gouvernement de Madrid et la situation espagnole

Le ministère Giral vient de se retirer pour céder la place à un ministère présidé par Largo Caballero. Ce seul fait traduit toute la gravité de la situation actuelle en Espagne.

COMMENT SE PRESENTE LE NOUVEAU MINISTERE

Depuis quelque temps l'inquiétude couvait à travers l'Espagne antifasciste. Le gouvernement Giral, composé de républicains modérés, n'avait pu obtenir la confiance des masses. On lui reprochait ses lenteurs, on l'accusait de freiner les offensives sur le front de Madrid, on le soupçonnait de songer à un compromis avec les chefs fascistes, on dénonçait enfin son incapacité à imposer le commandement militaire unique, faute précisément de cette confiance du peuple qui lui aurait assuré l'autorité.

Alors que les masses antifascistes, classe ouvrière en tête, se levaient pour écraser le fascisme, on leur a offert un ministère bourgeois démocratique-libéral pour diriger leur élan et les conduire à la victoire. La logique des événements, plus impitoyable que jamais en temps de guerre, a jeté bas cette fragile construction.

Aujourd'hui, c'est un gouvernement de Front Populaire qui se constitue. Le ministère Caballero comprend des représentants de tous les partis de gauche. Les socialistes qui ne jouaient dans le précédent gouvernement qu'un rôle officieux, y détiennent la majorité. Les communistes y ont deux représentants. C'est donc tout l'appui des masses socialistes et surtout de l'U. G. T. très puissante en Castille, qui lui est assuré. Enfin le ministère Caballero a obtenu, sinon la participation, du moins la tolérance de la C. N. T. Il se présente donc à première vue comme l'expression de la volonté des masses populaires et comme un gouvernement de lutte à outrance contre la réaction fasciste.

Dans sa brève déclaration, il se donne en effet pour but essentiel de pousser à la victoire sur les rebelles et de rendre pour cela plus efficace l'unité d'action antifasciste, puisqu'il se considère, par sa composition comme le représentant direct de toutes les forces qui combattent sur les différents fronts pour le maintien de la république démocratique.

En politique extérieure, il proclame son pacifisme «au nom des intérêts supérieurs de la nation», et il affirme «des sentiments d'amitié de l'Espagne à l'égard de toutes les nations et du pacte qui sert de base à la S. D. N.».

Il conclut en saluant «les forces qui défendent la légalité républicaine» et en espérant qu'il saura se montrer digne d'elles.

LA SITUATION

Le nouveau ministère se trouve en présence d'une situation très grave. La lutte se révèle plus longue et plus difficile qu'on

ne pouvait le supposer. Des erreurs ont été commises: c'est ainsi que l'expédition de Majorque vient d'être rappelée. Irun est tombé aux mains des fascistes après une lutte effroyable. Les milices qui encerclent Saragosse manquent d'armes, d'avions et de munitions et le front est presque stabilisé. La sinistre comédie de la neutralité prive le gouvernement de Madrid, mais n'empêche pas le général Franco de se faire ravitailler par Hitler et Mussolini.

Tout cela malgré un élan admirable des masses, un enthousiasme sans cesse renouvelé et qui surprend toujours, une volonté farouche de sacrifice.

Il faut donc que ces milliers de volonté s'unifient, que ces énergies déjà galvanisées soient utilisées et tendues vers un même but de façon à donner leur maximum.

APPRECIATION

Le gouvernement Caballero sera-t-il à la hauteur de cette tâche?

Par sa composition même, il présente, comme nous l'avons vu, un caractère progressif eu égard au précédent. Nul doute qu'il accroisse la confiance des masses et qu'il entreprenne assez vigoureusement l'offensive contre les rebelles.

Tel quel cependant, il nous paraît incapable de résoudre les grands problèmes de l'unification antifasciste et du progrès révolutionnaire dans toute l'Espagne. A l'heure en effet où les masses ouvrières et paysannes occupent presque seules le devant de la scène et où les éléments bourgeois républicains s'effacent de plus en plus dans la coulisse; à l'heure où le dilemme: socialisme ou fascisme s'impose avec une clarté éblouissante; à l'heure où l'œuvre de socialisation est largement amorcée en Catalogne, où les conseils d'ouvriers et de soldats commencent à se multiplier sur tout le territoire; à l'heure où la situation est authentiquement révolutionnaire, le ministère Caballero conserve encore 6 ministres bourgeois, et, dans la déclaration que nous citons plus haut (et dont le manque d'énergie n'a pu échapper à personne), il parle du «maintien de la république démocratique» et des «forces qui luttent pour la légalité républicaine».

Par sa composition, il est nettement en retard sur Barcelone et sur Valence où les véritables organismes du pouvoir (Comité central des milices et Comité exécutif populaire) sont aux mains de la classe ouvrière. Par ses objectifs, il est loin derrière les masses qu'il prétend représenter et qui, elles, savent bien que si elles sont décidées à se faire tuer, c'est pour autre chose que pour la république de M. Azaña.

de se rendre compte du rôle décisif du Comité Central des Milices Antifascistes qui représente le véritable Pouvoir politique et militaire du peuple sur tout le territoire catalan.

DISSOLUTION DE L'ARMÉE BOURGEOISE

Tout pouvoir d'Etat s'appuie nécessairement sur une force armée. L'Etat espagnol s'appuyait sur trois forces: l'Armée proprement dite, la garde d'assaut, la Garde Civile. Que sont devenues en Catalogne ces trois forces depuis l'explosion du 19 juillet?

L'Armée a été complètement désagrégée par la rébellion de ses chefs fascistes. Après la déroute des officiers, les fusils et les canons de l'Armée regagnèrent ont servi à l'armement des Milices ouvrières. Ses casernes abritaient aujourd'hui les milices, des différents organisations. C'est ainsi que notre Parti a hérité de l'ancienne caserne de cavalerie de Montessa (aujourd'hui caserne Lenine, tandis que la C. N. T. occupe l'ancienne caserne citadelle de Pedrables, devenue la caserne Michel Bakounine, etc.). Les soldats et les gardes fidèles au régime républicain servent aujourd'hui dans la milice, sans que rien les distingue des ouvriers. Le 5 août dernier, la Généralité faisait une timide tentative pour regrouper l'ancienne armée en soumettant les soldats à la direction exclusive de leurs anciens chefs militaires républicains. Les Comités de soldats s'opposèrent, et manifestèrent dans les rues pour exiger leur versement dans la Milice, ce qui fut fait d'ailleurs immédiatement.

Parmi les Gardes d'Assaut et les Gardes Civils se sont développés aussi des comités de Garde, la plupart influencés par notre Parti, et dont le but est de poursuivre la dissolution de ces anciens corps armés de la bourgeoisie. Dans la Garde d'Assaut, création récente de la République bourgeoise, la décomposition est pratiquement accomplie; les Gardes d'Assaut n'ont plus d'uniforme et se confondent avec les milices. L'évolution des Gardes Civils qui ont une vieille formation militaire et antiouvrière, héritée de la monarchie, est plus lente. Les Gardes Civils ont été très oscillants dans les journées de juillet et s'ils se sont ralliés à la cause du peuple au moment où sa victoire était acquise, beaucoup parmi eux restent forcément réactionnaires; mais là encore des Comités révolutionnaires de Gardes luttent contre ces éléments: c'est ainsi qu'à la fin d'août s'est déroulée sur les ramblas une manifestation de Gardes Civils, musique en tête qui acclamaient la Révolution prolétarienne. Beaucoup de Gardes se refusent à porter l'uniforme vert et surtout le bicorne en cuir noir qui les signalait naguère à la haine du peuple. D'ailleurs l'inutilité de plus en plus manifeste de ce corps auquel on a enlevé tous ses pouvoirs de police et de surveillance est évidente pour ses membres eux-mêmes.

En résumé, la seule force armée en Catalogne est celle des Milices antifascistes, et ce fait seul suffirait à démontrer que la classe ouvrière a, sinon la direction exclusive, du moins l'influence dominante sur la marche des événements.

TRANSFORMATION DU COMITÉ CENTRAL DES MILICES

Durant le premier mois de la Révolution, le Comité Central apparaît en face du Gouvernement légal de la Généralité comme une force nouvelle absolument indépendante et disposant de sa propre autorité. Il s'installa dans le vaste bâtiment de l'Institut nautique; les services et comités s'ouvraient sur de grandes galeries circulaires où se bousculait une foule de militaires et de femmes venus prendre les ordres ou demander des bons de ravitaillement; tout cela dans une atmosphère d'agitation et d'improvisation que portent en eux les débuts de toutes les révolutions. Sous le désordre apparent on sentait battre le pouls de la grande machine de défense qui portait en elle la confiance et l'espoir du prolétariat catalan. Dehors, un chaos semblable paraissait régner parmi les centaines de voitures qui liaient à tous les points du territoire l'organisme dirigeant des Milices.

Ce spectacle qui faisait ressembler le Comité Central à l'historique Institut de Smolny à Petrograd, lors des journées révolutionnaires de 1917, a aujourd'hui disparu. Le Comité Central des Milices, ainsi que le Comité de Guerre habite à présent au Ministère de la Guerre, tandis que les autres services se trouvent répartis aux quatre points de Barcelone. Ce changement n'est pas purement géographique mais correspond à une évolution dans les rapports entre le Comité Central et la Généralité de Catalogne. Deux idées l'ont inspiré.

La première est un souci de façade diplomatique. Pour beaucoup il a semblé préjudiciable aux intérêts du peuple catalan vis à vis de l'étranger de voir le Gouvernement «légal» s'effacer de plus en plus devant le pouvoir «illégal» du Comité Central.

Mais que ce fait corresponde, comme nous l'avons vu à la réalité, la majorité des Partis antifascistes a jugé préférable de maintenir une apparence d'autorité au Gouvernement de Companys. Aussi a-t-on décidé de transformer le Comité Central des Milices antifascistes en un Service du Ministère officiel de la Défense. Le Comité Central n'apparaît donc plus ainsi que comme un service technique, de grande importance il est vrai, de la Généralité.

L'autre idée est qu'on se trouve dans une singulière contradiction quand, d'une part les Services de la Défense militaire, de la Police et de l'Approvisionnement se trouvent sous le contrôle de toutes les organisations ouvrières et antifascistes, et d'autre part les autres Services, Finances, Economie, Assistance sociale, Culture, Enseignement, etc., se trouvent sous la responsabilité du seul Parti gouvernemental, la «Esquerra Republicana».

Notre Parti voit la solution de cette contradiction dans la constitution d'un Gouvernement ouvrier s'appuyant complètement sur les organisations politiques et syndicales du prolétariat d'une part et sur les Comités d'usine et de paysans d'autre part. Un tel Gouvernement serait l'exact reflet des forces combattantes antifascistes et ne serait entravé dans son action révolutionnaire par aucun souci de ménager les formes périmées de la démocratie bourgeoise. Le Parlement catalan n'existe plus que sur le papier et le Gouvernement de Companys d'origine et d'esprit petit bourgeois, ne peut à aucun moment prétendre représenter le prolétariat révolutionnaire. On a trouvé un moyen terme en créant dans chaque Ministère un Conseil exécutif où sont rassemblés les représentants de tous les partis et syndicats à l'image du Comité Central des Milices ou du Conseil Economique institué le 11 août dernier. Le Gouvernement formé par le Conseil des Ministres a toujours un certain pouvoir de coordination, mais cette coordination ne s'exerce que dans le domaine étroit qui lui est laissé pour l'exécution des décisions prises.

Cette transformation peut se résumer dans l'appréciation suivante: elle laisse en apparence une autorité plus grande au Gouvernement de la Généralité par la suppression apparente du second pouvoir révolutionnaire, mais en contrepartie, elle transporte le nouveau pouvoir révolutionnaire au sein même des Services gouvernementaux.

Cette solution un peu hypocrite traduit dans les rangs de la classe ouvrière l'embarras où se trouvent les dirigeants anarchistes de la C. N. T. qui, en se refusant par principe à créer un Etat ouvrier n'en sont pas moins obligés de gouverner dans l'intérêt de la classe ouvrière. Par fidélité à leurs principes, ils repoussent les apparences du pouvoir, se contentant de l'exercer dans la coulisse.

On ne saurait donc en Catalogne parler d'une dualité de Pouvoir entre le prolétariat et le Gouvernement de la Généralité. Le schéma traditionnel inspiré de la révolution russe où s'opposent les soviets ouvriers et le Gouvernement provisoire bourgeois ne s'applique pas à la situation de Barcelone. Le Gouvernement de Companys ne représente pas les intérêts de la bourgeoisie capitaliste; de formation petite bourgeoisie républicaine, il subit dans la chaîne des événements les vicissitudes que cause à la petite bourgeoisie sa faiblesse économique. En octobre 1934, Companys et ses amis ont montré qu'ils étaient incapables de lutter de front contre la réaction capitaliste; en juillet 1936, ils ne peuvent résister, si toutefois ils en avaient l'intention, à la formidable vague révolutionnaire du prolétariat. Suivant une formule célèbre: ils doivent «se soumettre ou se démettre». Il n'y a qu'une force en Catalogne: la classe ouvrière, et, derrière elle, paysans et petits bourgeois.

Faites connaître

LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Diffusez cette revue!
Abonnez-vous!

Les tribunaux populaires en Espagne

Le soulèvement fasciste de juillet a reçu la réponse immédiate du prolétariat espagnol. La lutte pour la liquidation militaire des secteurs fascistes se poursuit à l'aide des vaillantes colonnes de miliciens antifascistes. Et l'ampleur de cette lutte a révélé, des les premiers jours, combien était profonde la préparation fasciste de la rébellion.

L'arrestation des principaux chefs rebelles dans les villes de la Catalogne, du Levant ou de la Castille a mis dans les mains des brigades ouvrières d'investigation tous les fils conducteurs de l'organisation fasciste. Au milieu des rafales de mitrailleuses, les jugements furent sommaires. Les lois de la guerre et de la sécurité populaire l'exigeaient. Mais cela ne fut que de courte durée. Aujourd'hui, après un mois d'enquête, alors que les culpabilités sont établies, il faut juger les nombreux accusés fascistes, participants ou complices de la rébellion et qui remplissent les prisons gouvernementales. Cette justice doit être sommaire et rapide pour éviter toute influence extérieure, toute présentation de faux témoins.

Le Tribunal capable de rendre la justice au sujet des faits de rébellion fasciste manquait. Les anciens Tribunaux n'avaient aucune aptitude pour le faire. Le capitalisme espagnol et sa bourgeoisie possédait, bien entendu, sa justice de classe. A l'évocation de chacun des noms des juges bourgeois, jaillit le souvenir de condamnations iniques rendues contre les travailleurs: contre les Rabassaires, contre les anarchistes ou les syndicalistes, contre tous les révolutionnaires prolétariens en général. Le peuple espagnol, aurait-il pu admettre que les fascistes soient jugés par leurs «pairs» et surtout par ceux qui le condamneront à une époque où ils n'avaient aucun contrôle du pouvoir. Les gouvernements bourgeois de Madrid ou de Barcelone du rent d'ailleurs destituer de nombreux juges qui sympathisaient avec la cause fasciste.

Le fait profond de toute révolution ouvrière est que les travailleurs prennent toujours des initiatives que les pouvoirs légaux tentent de légaliser ou d'amoindrir ensuite. Il en fut de même de la justice populaire. N'en donnons qu'un exemple: le tribunal populaire de Lerida. Il fut constitué dans la première quinzaine d'août. Il comprend uniquement des représentants ouvriers: du P. O. U. M., de l'Union Syndicale de Lerida, de la U. G. T. et de la C. N. T. Il a une complète autorité pour juger les fascistes de la région et pour faire appliquer les peines qu'il édicte. Il constitue le type du «tribunal révolutionnaire», instru-

ment de la justice prolétarienne contre ses ennemis de classe. De semblables exemples existent dans d'autres villes (Castellon, Valence).

Les gouvernements de Madrid et de Barcelone en légalisant ces initiatives ouvrières ont dénaturé leur essence. Des décrets des gouvernements de Madrid ou de Barcelone ont imposé à ces villes la constitution de «Tribunaux Populaires» qui ne sont que des Cours d'Assises, présidées par des juges professionnels nommés par les autorités supérieures et auxquels s'adjoignent des jurés, délégués, il est vrai, par chacune des organisations du Front antifasciste.

A Madrid, ce tribunal se compose de 3 juges et de 14 jurés. Les juges règlent les débats; les jurés apprécient la culpabilité et dictent la condamnation par leur réponse. Les juges la précisent sous cette influence. Les défenseurs peuvent être choisis par les accusés ou désignés par le Tribunal. Les jurés comprennent: 2 membres du Parti Socialiste Ouvrier, 2 de la Jeunesse Unifiée, 2 de l'Union Républicaine, 2 de l'Izquierda Republicana, 2 de la Maison du Peuple, 1 de la F. A. I. et 1 de la C. N. T., 2 communistes.

A Barcelone, ce tribunal se compose de 1 président et de 2 assesseurs qui doivent être des juges professionnels. Ils sont assistés de 12 jurés et de 12 suppléants. Le fonctionnement du tribunal est semblable à celui de Madrid. L'article 4 du décret, publié le 24 d'août au «Journal Officiel de la Catalogne» ajoute que les magistrats appliqueront les peines qu'impose le Code de Justice militaire.

L'accueil qui fut fait dans les milieux bourgeois du Front antifasciste à ces décrets fut favorable. Les organisations ouvrières, par contre, élevèrent des protestations. Il est compréhensible qu'elles ne peuvent pas considérer comme les leurs, des organismes dans lesquels subsistent encore des juges issus d'une classe adverse et sur lesquels le prolétariat n'a qu'un contrôle réduit.

Il est inutile pour terminer de donner une justification de l'existence de ces tribunaux. Ils sont destinés, non seulement à exercer rapidement la justice, mais aussi à régulariser la punition des coupables. La cruauté n'est pas le fait du prolétariat, et il n'a pas à se faire pardonner l'extermination nécessaire de la gent fasciste, responsable des centaines de morts des fronts de l'Aragon et de la Guadarrama.

Le pouvoir prolétarien à Valence

A Valence, comme en Catalogne, comme à Madrid et comme dans le reste du pays, ce sont les travailleurs qui ont sauvé la situation. Il faut donc que ce soit eux qui organisent la victoire. Naturellement cela ne pouvait plaire aux gouvernants républicains qui ont fait tout leur possible pour ne pas perdre le contrôle de la situation. De Madrid on a nommé à Valence une Junte de Gouvernement, composée de Martinez Barrio, Ruiz Funes et Espla. Ces personnages firent preuve d'un vif souci de temporisation en ce qui concerne l'attaque des casernes dont les officiers étaient compromis dans le mouvement.

Heureusement se mit tout de suite à fonctionner un autre organisme constitué par tous les partis ouvriers et les partis républicains de gauche, ainsi que par les organisations syndicales, C. N. T. comprise. Cet organisme a pris le nom de Comité exécutif populaire. Très vite s'établit, comme on pouvait s'y attendre, une sorte de dualité de pouvoir entre la Junte de Gouvernement et le Comité exécutif populaire. La première n'était qu'un organisme artificiel nommé d'en haut; le second était un organisme vivant, investi de la légitime autorité que lui conférait la représentation de toutes les forces politiques et syndicales du peuple valencien. La dualité de pouvoir ne pouvait logiquement se résoudre qu'au profit de l'unique organisme vivant et légitime qui émanait des masses travailleuses en lutte. Et ceci malgré les efforts d'un parti ouvrier qui en fait d'op-

portunisme politique, surpasse le parti républicain le plus modéré (1).

L'unique organisme qui fonctionne aujourd'hui à Valence est donc le Comité exécutif populaire. Après avoir triomphé des fascistes de Valence, il assure l'organisation des milices qui se sont rendues jusqu'en Andalousie et en Aragon afin d'abattre le fascisme. Mais le Comité exerce d'autres fonctions que celles purement militaires ou d'ordre public. En fait, il exerce toutes les fonctions du gouvernement. Sous son contrôle agissent divers sous-comités à la tête de chacun desquels se trouve un camarade responsable. Ces sous-comités, départements ou «ministères» assurent la marche des diverses formes de la vie sociale de la ville et de la province; ils espèrent étendre sous peu leur rayon d'action à toute la région du Levant...

(1) Le parti communiste a tenté depuis de réformer le vieux Front populaire et a lancé un manifeste signé de toutes les autres organisations SAUF LA C. N. T. ET LE P. O. U. M. Mais cette tentative est tombée à l'eau.

A l'Ateneo rationaliste de Castellon s'est tenue une réunion des différents corps armés et des représentants de l'U. G. T. et de la C. N. T. pour constituer des comités d'ouvriers et de soldats. Les délégués de Barcelone ont montré l'utilité de ces organismes.

Là dessus on pourrait croire tout simplement que la situation n'est pas mûre à Madrid comme elle l'est en Catalogne et dans la province de Valence. Mais en fait l'U. G. T., dirigée précisément par Caballero, et le parti socialiste, joints aux éléments authentiquement révolutionnaires de la C. N. T. et du P. O. U. M. seraient assez forts pour y faire la loi s'ils le voulaient.

Même en ce qui concerne la lutte contre les rebelles, le ton de cette déclaration (qui devrait sonner comme un appel au combat) est assez terne et semble trahir chez ceux qui l'ont rédigée un véritable sentiment d'impuissance.

Enfin la profession d'amitié à l'égard de toutes les nations (y compris l'Allemagne et l'Italie dont le gouvernement arme les rebelles) sans aucune distinction entre les chefs et les peuples; l'affirmation vague de pacifisme «au nom des intérêts supérieurs de la nation», sans la moindre allusion au seul véritable moyen d'assurer la paix, qui est la révolution sociale, achèvent de donner une assez médiocre idée de la hauteur de vues du nouveau ministère.

POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER

Ce qui est à l'ordre du jour en Espagne, ce n'est pas le maintien de la république démocratique, ce n'est plus la formation d'un gouvernement de Front populaire, c'est la constitution d'un gouvernement ouvrier décidé à pousser jusqu'au bout la lutte militaire contre le fascisme et à donner le pouvoir à toute la

classe travailleuse organisée dans ses différents partis et syndicat, et à la classe travailleuse seule. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la dictature du prolétariat quelque nom qu'on veuille lui donner.

Dès maintenant les deux organisations révolutionnaires qui contrôlent la grosse majorité du prolétariat en Catalogne et dans la province de Valence ont lancé cette revendication.

Dans son éditorial du 3 septembre, *La Batalla*, organe du P. O. U. M., déclare:

«Seul un tel gouvernement peut inspirer confiance aux masses travailleuses qui se battent au front de bataille et à l'arrière. Il peut seul affronter les grands problèmes de l'heure. Tout ce qui ne sera pas ce gouvernement ira à l'encontre des nécessités et des exigences de la révolution, et, comme tel, se heurtera à notre opposition.»

D'un autre côté, dans la C. N. T., ennemie de toujours des formes gouvernementales, et du terme de dictature, l'instinct révolutionnaire a été le plus fort, et la *Solidaridad Obrera* du 6 septembre réclame la constitution d'une «junte révolutionnaire» pour mener à bien l'écrasement du fascisme.

L'attitude de ces deux organisations suffit à montrer que le gouvernement de Madrid, malgré ses affirmations ne représente déjà plus l'ensemble de ceux qui luttent contre les rebelles. Ce n'est pas à travers lui que se scellera l'unité d'action des masses combattantes, ce n'est pas lui qui pourra présider aux transformations inévitables.

La question agraire en Catalogne

Quand on quitte les grandes villes de Catalogne (Barcelone, Lerida, Gerona) toutes chaudes de l'atmosphère révolutionnaire, c'est pour traverser des villages où partout flottent le drapeau rouge des organisations marxistes, le drapeau rouge et noir de la C. N. T. Des paysans gardent les entrées, le fusil en bandoulière ou le revolver au côté. On mesure alors, avec un sentiment d'immense sécurité la profondeur du mouvement. La campagne s'est alignée sur la ville. La révolution règne bien partout.

Tous les problèmes ne sont pas cependant résolus, loin de là. Des perplexités subsistent, voire des inquiétudes. Mais on sait dès maintenant que les masses paysannes sont en marche; elles-mêmes sont persuadées de l'importance de leur rôle: «La clef de la révolution est dans les campagnes» disait hier, dans une assemblée de journaliers, le secrétaire du syndicat des «campesinos» adhérent à la C. N. T. Et, successivement tous les orateurs reprenaient gravement la formule.

LE REGIME DE LA PROPRIÉTÉ EN CATALOGNE

La question de la terre se présente en Catalogne sous un aspect assez différent de celui du reste de l'Espagne. Au contraire d'autres provinces qui ont connu l'expulsion des Maures et la reconquête espagnole, accompagnée de la constitution de grands fiefs, la Catalogne est demeurée un pays de petite et moyenne propriété. Au contraire de l'Andalousie et de l'Estremadure où s'étendent de vastes domaines en friche qui servent tout au plus de pâturages pour les taureaux ou de chasses pour les propriétaires, ici, presque toute la superficie du sol est exploitée. L'exiguïté de certaines propriétés, la pauvreté des cultivateurs expliquent l'insuffisance de l'outillage, l'emploi, par exemple de la charrue de bois dans certains coins. Il n'en reste pas moins que la question de la mise en valeur du sol — primordiale dans le reste de l'Espagne — se réduit en Catalogne à une simple question de rationalisation et de modernisation.

Dans ces campagnes morcelées vivent quelques petits propriétaires qui exploitent eux-mêmes leur bien; quelques journaliers (dans les rares exploitations importantes), un certain nombre de fermiers (en particulier dans la région de Barcelone et sur la côte), et surtout, une immense majorité de métayers, appelés ici rabassaires, et dont quelques uns sont arrivés à posséder un tout petit morceau de terre qui est loin de suffire à assurer leur existence.

Le rabassaire (littéralement: déracineur) est celui qui a défriché, planté, et qui exploite la terre qui appartient à un autre,

moyennant le versement du quart, du tiers, ou même de la moitié de la récolte annuelle, versement généralement en nature. Le sol est donc au propriétaire, les plants sont au rabassaire, jusqu'à l'extinction de ces plants. A partir de ce moment le rabassaire devient un simple métayer que l'on peut renvoyer à volonté. La deuxième moitié du XIX^{ème} siècle est occupée par la lutte entre propriétaires et métayers, les premiers s'efforçant de dépouiller les rabassaires de leurs droits, les seconds s'accrochant à leurs contrats pour conserver quelque stabilité. La destruction des plants de vigne par le phylloxéra fut une aubaine pour les propriétaires et priva de leur sécurité un grand nombre de métayers. Pendant les premières années du XX^{ème} siècle, la lutte continua dans des conditions assez difficiles pour les métayers.

LES ORGANISATIONS PAYSANNES

Une bonne partie des paysans demeure inorganisée. Toutefois, à l'égard du reste de l'Espagne, et à plus forte raison d'un pays comme la France, la Catalogne est certainement le pays où la proportion de travailleurs des champs affiliés à des organisations, est la plus forte.

Ces organisations constituées toutes sur la base corporative sont au nombre de cinq, d'importance d'ailleurs très différentes.

L'*Union des Rabassaires et Travailleurs de la Terre*, spécifiquement catalane, est de beaucoup la plus importante. Elle groupe 35.000 adhérents, c'est à dire, en fait 35.000 responsables d'exploitations, ou chefs de famille. Elle ne se limite pas aux seuls rabassaires, mais admet les autres catégories.

Le *Syndicat des Campesinos*, adhérent à la C. N. T. est composé uniquement d'ouvriers agricoles.

La *Fédération des Travailleurs de la Terre*, adhérente à l'U. G. T., et qui groupe 500.000 travailleurs des champs dans toute l'Espagne, est peu importante en Catalogne.

L'*Union Provinciale Agraire de Lerida*, et l'*Union des Travailleurs de la Terre de Gerona*, enfin, sont des organisations locales influencées, surtout par le P. O. U. M., actuellement en pourparlers d'unification avec l'*Union des Rabassaires*.

L'histoire de l'Union des Rabassaires se confond avec celle des efforts et de l'évolution de toute la paysannerie catalane au cours des 15 dernières années. Elle fut fondée par l'avocat Francesc Layret, et continuée, après l'exécution de celui-ci sous la dictature de Martinez Anido, par Luys Companys. Elle avait pour objet immédiat d'obtenir la diminution des rentes et des redevances, et pour but final l'accès à la propriété des fermiers

Vers la société socialiste

LA COOPERATIVE AGRICOLE
DE RAIMAT

A mon retour de Leciñena, les camarades du P. O. U. M. de Lerida m'invitèrent à visiter la coopérative agricole de Raimat.

A quatorze kilomètres de Lerida, sur la grand-route de Huesca, à la limite même de l'Aragon, s'élève un vaste plateau. La vue s'étend au loin, au Nord jusqu'aux Pyrénées, à l'Ouest jusqu'à Huesca.

C'est là que, jusqu'en juillet 1936, se trouvait le domaine de la famille Raventos, aujourd'hui domaine du peuple. Le père Manuel Raventos, riche capitaliste, propriétaire de la fameuse marque de Champagne Codorniu, était le maître absolu d'environ 4,000 hectares de terrain et de 60 familles de travailleurs.

Les richesses de ce domaine seigneurial sont le vin, le blé et le bois.

Mais il ne suffisait pas à don Manuel Raventos d'édifier sa fortune avec le travail de ses ouvriers; en patron conscient de ses intérêts de classe, il entendait dominer aussi l'esprit de ses esclaves.

Il avait fait construire dans son parc une magnifique école pourvue du meilleur matériel pédagogique moderne; l'école était destinée aux enfants des travailleurs. Mais pour les instruire, il avait fait venir au village une équipe de religieux destinés à élever les générations futures dans le respect de Dieu et du Capital.

Tous les dimanches les ouvriers étaient obligés d'assister à la grand-messe dans la vaste église du village. Là ils avaient le loisir d'admirer le magnifique tombeau de la famille Raventos, et de méditer sur l'éternité du Capitalisme...

Pour occuper les heures libres de ses ouvriers, don Manuel Raventos avait fait construire un théâtre où l'on jouait des oeuvres pieuses; Grâce à tout cela, le très catholique Manuel Raventos était parvenu à posséder complètement la vie de ses ouvriers du matin au soir et de l'enfance à la vieillesse.

A la mort de don Manuel en 1933, deux de ses fils Manuel et Luis convertirent l'entreprise en société anonyme.

Malgré l'état d'ignorance et de passivité dans lequel le patron avait plongé les ouvriers de Raimat, le P. O. U. M. avait réussi à créer une petite cellule communiste parmi les quelques travailleurs conscients du village.

La tempête qui se déclina le 19 juillet n'empêcha pas les patrons de s'enfuir en Italie.

Avec l'aide du P. O. U. M. de Lérida, en pleine lutte les ouvriers s'approprièrent l'entreprise et décidèrent de l'exploiter pour le compte du village.

Aujourd'hui sur la tour du château flotte le drapeau rouge du P. O. U. M. Un Comité de six membres, dans lequel figurent les vieux militants communistes Salvador Baro et Esteran, dirige l'exploitation.

A l'heure actuelle l'entreprise travaille fébrilement pour l'approvisionnement du village et des milices. Les stocks de blé sont portés à Lérida. Les différents vins, traités par des procédés techniques modernes, sont destinés en majeure partie aux services Assistance Sociale.

Le magnifique hôtel de Luis Raventos est transformé en maison de repos pour les ouvriers. Mais nos camarades de Raimat sont plus ambitieux encore. Ils veulent créer une coopérative de consommation à l'intérieur de l'entreprise où chaque ouvrier pourra acquérir tous les produits qui lui sont nécessaires. De cette manière la circulation entre les produits agricoles envoyés à la ville par la coopérative et les produits manufacturés servis en échange aux travailleurs agricoles de Raimat échappera complètement au commerce privé. La production communiste naît sur les décombres du capitalisme.

UN DE NOS CAMARADES
EST TOMBE DANS LA LUTTE
ANTIFASCISTE

Tous les camarades de Paris et des organisations marxistes de France ont connu le camarade Etchebehere que nous appelons tous «Rustico». Notre vaillant camarade est mort au premier rang de la lutte antifasciste alors que chef d'un détachement, il dirigeait l'avance de nos troupes sur le front de Sigüenza, lors de la prise de Atienza. Une balle l'atteignit en pleine bataille et le tua net. Dès les premiers jours de la lutte antifasciste en Espagne, le camarade «Rustico» était venu se mettre au service des organisations du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Chef d'un détachement, il rendit des services exceptionnels à nos organisations. Ses qualités militaires n'étaient pas moins estimées.

En lui, en sa mort, se personnifie tout le courage des internationalistes français, allemands, italiens, belges, sud-américains, qui luttent aux côtés des camarades espagnols contre le fascisme et pour la révolution prolétarienne.

Salut, camarade.

APPEL AU LECTEUR!

Cet organe, édité par le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, est destiné à tous ceux qui se sentent solidaires de la lutte menée par les ouvriers et les paysans de toute l'Espagne, contre le fascisme, contre le capitalisme oppresseur et pour l'émancipation totale des travailleurs.

Dans ses colonnes vous trouverez la meilleure documentation analytique sur les événements actuels de la Catalogne et de l'Espagne, sur l'organisation nouvelle de la vie économique, politique et culturelle du prolétariat espagnol. L'avance de la lutte antifasciste y sera exposée semaine par semaine.

Nous vous invitons tous, vous qui sympathisez avec la lutte de vos frères d'Espagne à nous apporter votre collaboration.

Diffusez ce bulletin. Collectez-lui des abonnements. Mettez vous en rapport avec la rédaction de Barcelone. Adressez-lui vos suggestions. Demandez-lui d'éclairer toutes questions intéressant la Révolution espagnole.

Prolétaires de France notre lutte est la vôtre.

Soutenez-nous!

COMITE D'AIDE A LA REVOLUTION ESPAGNOLE

En accord avec le Comité exécutif du P. O. U. M. et le comité de rédaction de LA REVOLUTION ESPAGNOLE il se constitue à Paris un comité d'aide à la Révolution espagnole qui aura pour but de recueillir des fonds pour les révolutionnaires espagnols et de diffuser le bulletin.

Nous donnerons dans notre prochain numéro toutes les précisions nécessaires sur ce comité.

**La neutralité est une
trahison à l'égard de la
révolution espagnole**

Sur les fusillades de Moscou et les poursuites contre Trotsky

(Résolutions du Comité Exécutif du P. O. U. M.)

Au milieu des tâches révolutionnaires que nous imposent les événements actuels, est venue nous surprendre la nouvelle du procès et de l'exécution à Moscou de Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov, et d'autres bolcheviks, au nombre de 16 en tout, de la vieille garde. Le comité exécutif du P. O. U. M. ne peut passer ce fait sous silence. Se taire équivaudrait à se déclarer complice.

Après la mort de Lénine, Staline, secrétaire général du parti communiste d'U. R. S. S., s'appuyant sur une immense pyramide bureaucratique sélectionnée et appropriée à ses fins, inaugura un cours politique qui le conduisit jusqu'à une dictature personnelle. Ce cours ne pouvait s'imposer sans une liquidation préalable, en politique intérieure comme en politique extérieure — toutes deux se commandant mutuellement — des principes et des caractères essentiels de la Révolution d'Octobre. A l'intérieur, la dictature du prolétariat, sur la base de la démocratie ouvrière — démocratie soviétique — fut remplacée par la dictature de l'appareil bureaucratique, au préjudice, par conséquent des masses ouvrières et paysannes, privées d'initiative et de liberté, et au préjudice de la cause du socialisme qui ne peut se réaliser que grâce au développement progressif des conditions de vie matérielles et morales des masses productrices. En politique extérieure, l'Internationale communiste bureaucratisée s'est muée, d'instrument de la révolution mondiale, en un simple auxiliaire du gouvernement soviétique, plus soucieux des combinaisons diplomatiques avec les gouvernements impérialistes, que des besoins révolutionnaires des masses.

Cette liquidation des caractères essentiels d'octobre a conduit Staline, non seulement à un abandon complet des principes du socialisme révolutionnaire, mais aussi à l'extermination physique de la vieille garde bolchévique, extermination systématiquement et progressivement préparée avec tout l'ensemble des moyens que le pouvoir mettait entre ses mains. Le monstrueux procès de Moscou et son tragique dénouement sont le corollaire de ce processus de liquidation politique et physique auquel il faut attribuer le suicide de Tomsky et les poursuites qui s'ouvrent contre Boukharine, Piatakov et Radek. Des vieux collaborateurs de Lénine, des grands militants d'octobre, il ne reste donc plus personne qui puisse porter ombrage à Staline, de même qu'il ne reste dans l'Internationale communiste presque aucun des fondateurs des partis communistes.

Parce que nous sommes en train de vivre en Espagne un processus révolutionnaire d'une importance nationale et internationale considérable, nous avons à cœur, et nous considérons comme un devoir inéluctable de nous assimiler la grande expérience russe, afin d'éviter que se renouvelle ce qui en résulte de négatif pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme.

LES MILICES ANTIFASCISTES ET LES PAYSANS

Décret du Comité militaire de la 1ère colonne, pris en accord avec le Comité populaire de Grañen (31 juillet).

1. Obligation pour les paysans d'effectuer rapidement la moisson.
2. Les biens et fortunes des partisans du fascisme deviennent propriété commune et passent sous l'administration des organisations ouvrières.
3. Les latifundia deviennent propriété du peuple, les fermiers remettant leurs baux entre les mains du Comité populaire.
4. Interdiction d'effectuer des occupations individuelles.
5. Nécessité pour les paysans d'aider les milices libératrices.
6. Création de la police populaire.
7. Le comité populaire est propriétaire de toutes les machines agricoles.

(La Batalla, 7 août.)

Nous nous déclarons ennemis irréductibles, au nom du marxisme révolutionnaire, de toute dictature personnelle ou bureaucratique, dictature qui ne peut se justifier dans le cadre des principes socialistes. Nous sommes partisans — parce qu'une nécessité historique inéluctable et passagère l'exige — de la dictature du prolétariat, exercée par le prolétariat lui-même contre ses ennemis de classe, dans le cadre d'une démocratie ouvrière qui peut parfaitement concilier la liberté et la lutte correcte des tendances avec l'unité d'action de la classe ouvrière.

Il se peut que ceux qui, faute d'arguments et de moyens de défense légitimes, ont coutume de se borner à cultiver l'épithète, fassent état de cette résolution pour nous traiter de trotskystes. Nous ne sommes pas trotskystes et nous n'admettons pas l'existence du trotskysme. Trotsky est pour nous, à côté de Lénine, un des grands chefs de la révolution d'octobre et un grand écrivain socialiste révolutionnaire. Puisqu'il est calomnié et persécuté, nous tenons à lui exprimer notre solidarité révolutionnaire, sans dissimuler pour cela nos divergences sur quelques-unes de ses appréciations.

Nous sommes des socialistes révolutionnaires marxistes. Au nom du socialisme et de la classe ouvrière révolutionnaire, nous protestons énergiquement contre le crime monstrueux qui vient de se perpétrer à Moscou.

A Moscou ont été fusillés dans les circonstances monstrueuses que tout le monde connaît, Zinoviev, Kamenev, Smirnov, et plusieurs autres militants bolcheviks. Notre Comité exécutif s'est déjà prononcé sur ce sujet en toute clarté, en toute honnêteté révolutionnaire, ne voulant pas, comme l'ont fait d'autres groupes et journaux ouvriers, se rendre complice d'un tel crime par son silence.

Trotsky, le compagnon de Lénine, le grand organisateur de l'armée rouge, n'a pu être fusillé pour la bonne raison qu'il ne se trouve pas en Russie, sous la férule de Staline. Malgré cela il est systématiquement et cruellement persécuté. Depuis quelques années sa vie est un véritable calvaire. Aujourd'hui il court un véritable danger. On exige son expulsion ou sa relégation dans un camp de concentration. On le traite en criminel. On pousse à son assassinat.

Nous, qui ne sommes pas trotskystes et qui avons avec Trotsky des divergences d'opinions, nous estimons qu'un crime est en train de se commettre contre lui, et nous exigeons que cesse ce scandale international. La classe ouvrière espagnole, la classe ouvrière catalane, ne peuvent encourir la honte de tolérer un pareil scandale. Persuadés d'interpréter leur sentiment, nous exigeons qu'on offre à Trotsky un refuge en Catalogne, sous la protection révolutionnaire de la classe ouvrière.

Nous savons d'où viendront les résistances à cette généreuse proposition.

Contre ces résistances nous lutterons de toute notre énergie, pour l'accomplissement de ce grand devoir de solidarité révolutionnaire.

LE COMITE EXECUTIF DU P. O. U. M.

ALLO! ALLO! ICI RADIO-POUM

A partir du 9 septembre, vous pourrez entendre en France la station radio-émettrice du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste. Nos heures d'émission sont: de 19 heures à 21 heures (heure française).

Ces émissions auront lieu de Barcelone en français, en allemand, en anglais, en italien, en hollandais, en russe, en catalan et en espagnol.

Notre indicatif est: Radio P. O. U. M. — E. C. P. 1.

Notre longueur d'onde est provisoirement de 42 mètres.

et métayers, d'après le principe: la terre est à qui la travaille. C'était donc une organisation de défense des intérêts paysans sans caractère véritablement révolutionnaire.

La dictature de Primo de Rivera paralysa à peu près son action, mais elle reprit force à partir de la république d'avril 31. Celle-ci réduisit la taxe de la rente foncière à 4 % de la valeur fiscale de la terre. Mais de lourdes déceptions attendaient les rabassaires, car les autorités et les tribunaux sabotèrent le décret en favorisant automatiquement le propriétaire toutes les fois que s'élevait un conflit.

Un premier compromis intervint en septembre 32 qui devait être la préface d'une loi agraire. La loi se fit attendre au lieu de nouveaux conflits. En 33 fut décrétée une diminution des redevances; en 34 enfin, une loi préparatoire assez timide jetait les bases d'une stabilisation de la situation des rabassaires, permettait l'accès à la propriété de ceux qui travaillaient un domaine depuis 18 ans, et décréait à nouveau la réduction de la rente à 4 %. Furieux, les propriétaires se mirent en campagne, et obtinrent du Tribunal des garanties constitutionnelles la dénonciation de la loi. Enfin en septembre 34 une loi définitive était promulguée, déjà plus conservatrice que la précédente.

Pendant toute cette période, et grâce à l'action personnelle de Companys, l'Union des Rabassaires reste, dans sa grande majorité sous l'influence de la Esquerra. Elle arrive à ce moment à grouper environ 25.000 affiliés.

Les événements d'octobre firent table rase des quelques suc-

cès si péniblement obtenus. Les paysans dont les redevances avaient été diminuées se trouvèrent obligés de payer des arriérés, non seulement pour l'année 34, mais même pour les années antérieures. Ceux qui ne purent s'exécuter furent saisis, expulsés, incarcérés. En 1935 le Parlement de Madrid vote une loi favorable aux propriétaires qui provoque des expulsions en masse (plus de 1500 relevées dans la seule Catalogne).

Devant la faiblesse de la Généralité lors des événements d'octobre et sous le coup des déceptions accumulées, l'Union des Rabassaires se détourne peu à peu de la Esquerra et s'efforce de prendre une physionomie propre. Aux élections de février, elle présente, dans le cadre du Front populaire deux candidats (tous deux élus) sur un programme restreint et précis:

Retour aux deux lois agraires de 33 et 34.

Réparation de tous les dommages causés aux paysans, reprise des expulsés, etc.

Mais la Généralité issue des élections ne se montre pas pressée de donner satisfaction: à la veille des journées de juillet le deuxième point était encore lettre morte. Aussi l'opposition révolutionnaire grandit-elle dans les rangs de l'organisation. Dès son congrès de mai l'Union des Rabassaires se proclame à l'unanimité une organisation de classe et elle entreprend l'élaboration d'un programme à tendances socialistes. Dans les campagnes l'impatience croît et par endroits les paysans s'emparent spontanément des terres.

(A suivre).

Le rôle du Comité Central des Milices Antifascistes

Dans le dernier numéro, nous avons vu comment était constitué, du point de vue politique, le Comité Central des Milices antifascistes. Ajoutons qu'à chaque séance participent quatre représentants officiels du Gouvernement de la Généralité de Catalogne. Ces quatre représentants sont en premier lieu le Conseiller de la Défense (Ministre de la Guerre de Catalogne), le fameux colonel d'aviation Sandino, puis le Commissaire Général d'ordre public (Préfet de Police de Barcelone), enfin deux délégués de la Généralité sans attribution spéciale. Le Comité Central gouverne en fait la Catalogne; la Généralité, présidée par Luis Companys, se contentant d'exécuter les décisions prises par le Comité Central. Le Comité Central a la haute main sur toute l'organisation militaire de Catalogne, sur la conduite de la guerre comme sur le ravitaillement. Il est aussi le maître véritable de l'ordre intérieur et de la Police répressive; enfin, il contrôle la Radio et exerce la censure sur la presse comme sur les missives de tout ordre. Sa structure organique découle naturellement du rôle politique et technique qu'il exerce. Si l'on voulait trouver un terme de comparaison dans un pays capitaliste, on songerait immédiatement au rôle joué par le Grand Etat-Major en période de guerre, en supposant qu'au dessus de cet Etat-Major il n'existe, comme cela a souvent été le cas qu'un fantôme de Gouvernement civil.

COMITES TECHNIQUES

Pour son travail, le Comité Central se subdivise en différents Comités techniques à la tête desquels on retrouve les noms des délégués des organisations antifascistes au sein du Comité Central.

Le plus important de ces Comités est évidemment le *Comité de Guerre*, qui est le responsable effectif de la conduite des opérations militaires sur le front de l'Aragon. Il est composé de 8 membres dont 3 officiers de l'armée républicaine, le Ministre de la Guerre, Sandino, et de 4 représentants d'organisations qui sont: La Confédération nationale du Travail (C. N. T.), l'Union Générale des Travailleurs (U. G. T.), le Parti Ouvrier d'unification marxiste (P. O. U. M.) et la «Esquerra Republicana de Catalunya» (E. R. C.) qui est le Parti dirigeant de la Généralité. Le Secrétaire du Comité, García Oliver, est en même temps le représentant de la C. N. T. Quant au Secrétaire général du Comité Central, Jaime Miravittles, il représente au sein du Comité de Guerre son parti, la Esquerra.

Au Comité de Guerre sont rattachés deux sous-comités, ceux de la *Santé* et du *Ravitaillement*. Le premier s'occupe exclusivement des soins à fournir aux blessés militaires, l'hygiène de

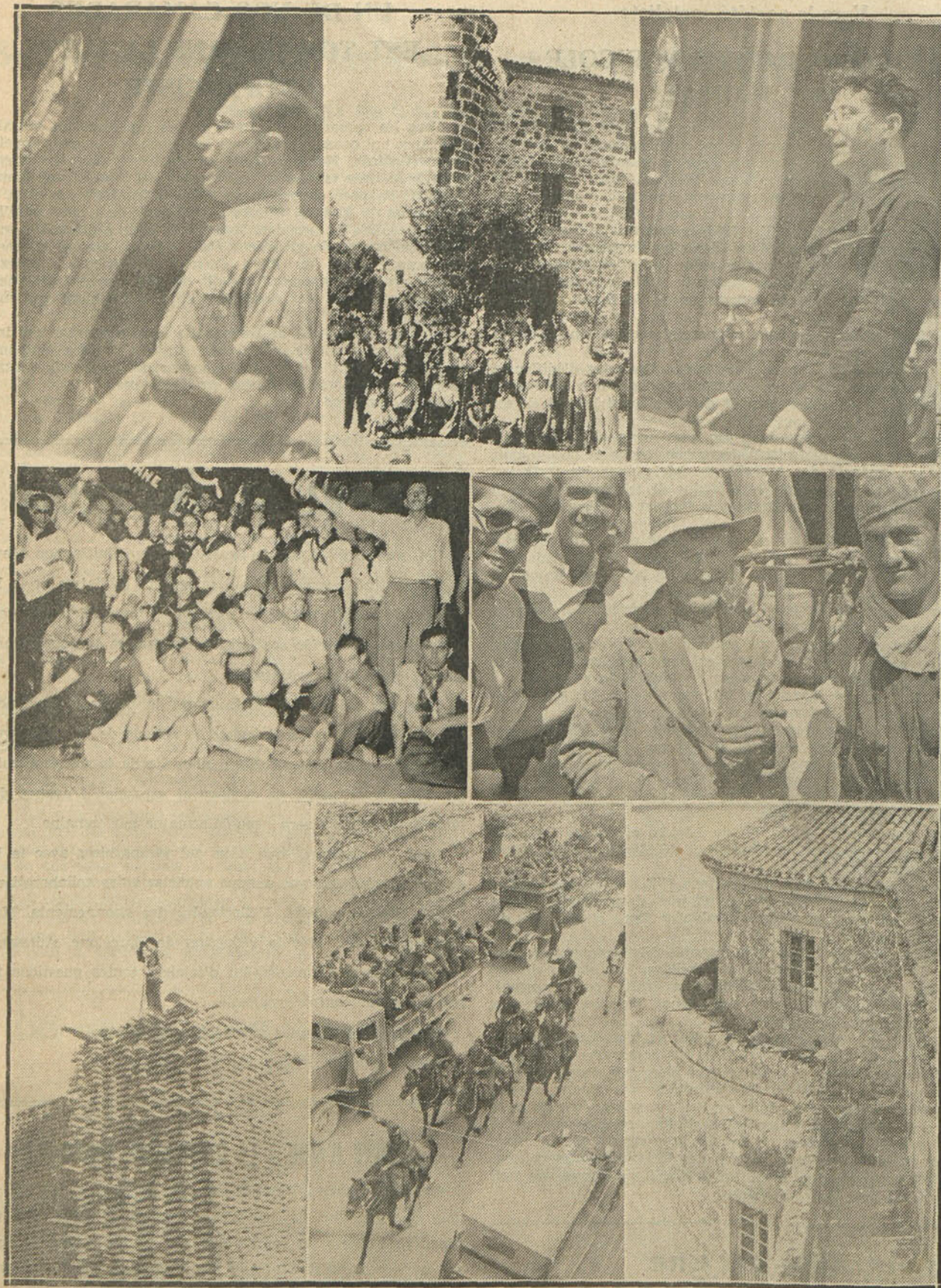
la population civile relevant toujours du Gouvernement de la Généralité. Le second est peut-être l'organisation la plus importante pour le sort du peuple catalan. Il prend en charge le ravitaillement complet de toutes les milices, des Hôpitaux, des Services publics et des sans-travail. De sa bonne marche dépendent la disette ou l'abondance des prolétaires, des miliciens et de toute la population urbaine en général.

Le Comité d'Approvisionnement envoie un délégué au Comité des Transports qui, par ailleurs, est en relations directes avec le Comité Central des Milices. Le Comité des Transports se compose d'un représentant du Conseil National Economique, de trois délégués de l'U. G. T., et de trois délégués de la C. N. T. Ce Comité est responsable de la marche des Trains sur tout le territoire.

L'Ordre Public est assuré par deux organisations qui relèvent directement du Secrétariat général des Milices antifascistes. La première est le *Comité d'Investigation* qui est l'organisme de la Police politique, et qui remplace l'ancienne police bourgeoise. Le deuxième, le *Comité des Patrouilles de Contrôle*, qui remplace pratiquement l'ancienne Police municipale de Barcelone. Les Patrouilles de Contrôle sont formées de plusieurs centaines de miliciens recrutés dans les organisations ouvrières et antifascistes au prorata du nombre de leurs adhérents. Ces patrouilles spéciales de miliciens assurent l'ordre dans Barcelone et sa banlieue, empêchent toute tentative de pillage ou de meurtre personnel sous le couvert de la révolution sociale.

Enfin, relevant aussi du Secrétariat général, se trouve l'organisation des Milices intérieures. On sait que chaque Parti, chaque organisation a ses milices propres; cependant ces milices sont contrôlées par le Comité Central à l'aide de ce Comité, de même que les colonnes du Front sont dirigées à l'aide du Comité de Guerre. C'est ce Comité des Milices intérieures qui délivre à chaque milicien, quel que soit son Parti, la carte d'identité, preuve de son enrôlement volontaire et témoignage de sa discipline dans la défense du peuple catalan. A Barcelone, le Comité des Milices est en rapports directs avec les Partis et syndicats ouvriers, tandis que dans la Catalogne, il n'est en liaison qu'avec les Comités locaux antifascistes de chaque Commune ou de chaque cité. Les Comités locaux ayant surgi spontanément et indépendamment les uns des autres, la grande tâche du Comité des Milices a été d'unifier et de coordonner toutes les règles d'action des différents comités locaux, tout en laissant à ceux-ci une très large autonomie.

Nous en avons terminé avec l'énumération des principaux services ou comités qui sont utilisés pour la défense antifasciste. Mais cette énumération, bien que courte, permet au lecteur



1. Le camarade J. G. GORKIN et 3. Le camarade A. NIN, tous deux secrétaires du P. O. U. M. 2. La coopérative agricole de Reimat
4. La colonne internationale formée de miliciens italiens, français, belges et allemands. 7. La cavalerie du P. O. U. M.